

## **Plan de prévention de proximité 2003**

**rapport d'évaluation de la (des) commune(s) de**

.....

Document à compléter et à renvoyer en trois exemplaires pour le ..... au cabinet du Ministre des Affaires  
intérieures et de la Fonction publique, rue des Brigades d'Irlande, 2 à 5100 Jambes.

### **PLAN DE PREVENTION DE PROXIMITE**

#### **1. IDENTIFICATION DE LA (DES) COMMUNE(S)**

Commune :

Code postal :

Province :

Arrondissement :

Nombre d'habitants :

Si plusieurs communes mettent conjointement en œuvre un Plan, les informations ci-dessus doivent être données pour chacune d'entre elles.

## **2. IDENTIFICATION DES ACTEURS DU PLAN**

Président, délégué(e) du (d'un des) Collège(s) : .....

Vice-Président, délégué(e) du (d'un des) C.P.A.S. : .....

Chef de projet : .....

Formation : .....

Fonction : .....

Date d'engagement : .....

Adresse :  
.....  
.....

Téléphone : .....

Fax : .....

Adresse de courrier électronique : .....

## **3. PARTENARIAT**

Nom et adresse du partenaire	Nom du responsable	Objet du partenariat mis en place à travers le Plan

## **4. Missions définies dans le PLAN**

Action 1 :

Action 2 :

Action 3 :

...

## **5. METHODOLOGIE DEFINIE DANS LE PLAN**

...

## **6. EVALUATION DES ACTIONS**

Action 1 :

— L'action vise à :

- ☐ répondre aux besoins locaux en matière de prévention de la précarisation, de la pauvreté, et de l'exclusion;
- ☐ répondre aux besoins locaux en matière de réduction des risques liés à la toxicomanie;
- ☐ retisser les liens sociaux, intergénérationnels et interculturels;
- ☐ répondre aux besoins locaux en matière de prévention de la délinquance et d'assistance aux victimes.

— Description : .....

— Partenaires : .....

— Public atteint :

Nombre total de personnes : .....

Type de public (tranche d'âge, statut, origine,...) : .....

— Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints ? .....

— Quelles difficultés ont été rencontrées à la mise en œuvre de l'action ? .....

— Comment ces difficultés ont-elles été surmontées ? .....

— Si certains objectifs n'ont pas été atteints, pourquoi ? .....

— Réorientation éventuelle de l'action, si oui pourquoi ? : .....

Action 2 :

Idem

Action 3 :

Idem

7. Signatures

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 4 décembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le(s) Secrétaire(s) communal(aux),

Le(s) Bourgmestre(s),